



**PRÉFET  
DU TARN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Arrêté préfectoral de mise en demeure du 1<sup>er</sup> JUIN 2022**  
**à l'encontre de la société Ferme éolienne de Puech de l'Homme 2, pour le parc éolien**  
**exploité sur le territoire de la commune de Murat-sur-Vèbre**

Le préfet du Tarn,

- VU** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;
- VU** le décret n°2011-984 du 23 août 2011 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement en créant la rubrique 2980 relative aux installations terrestres de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs ;
- VU** le décret du Président de la République du 26 janvier 2022 portant nomination de Monsieur François-Xavier LAUCH en qualité de préfet du Tarn ;
- VU** le décret du Président de la République du 28 mai 2018 portant nomination de Monsieur François PROISY, sous-préfet de Castres ;
- VU** l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;
- VU** l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 14 février 2022 donnant délégation de signature à Monsieur François PROISY, sous-préfet de Castres ;
- VU** le permis de construire n° PC 081119207G1007 en date du 6 mars 2009 accordé à la SARL Ferme éolienne de Puech de l'Homme 2 ;
- VU** le récépissé du 10 août 2012 octroyant le bénéfice des droits acquis à la SARL Ferme éolienne de Puech de l'Homme 2 pour l'exploitation d'un parc éolien comprenant 3 aérogénérateurs situé sur la commune de Murat-sur-Vèbre, et actant son classement en régime d'autorisation sous la rubrique n°2980-1 de la nomenclature des installations classées ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 décembre 2015 prescrivant la mise en place de garanties financières pour le parc éolien mentionné ci-dessus ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 septembre 2021 prescrivant des mesures pour la protection des chiroptères et des oiseaux ;

**CONSIDÉRANT** que l'article L. 511-1 du code de l'environnement vise les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique ;

**CONSIDÉRANT** que l'article R. 541-43 du code de l'environnement dispose que « les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans » ;

**CONSIDÉRANT** que l'article R. 541-45 du code de l'environnement dispose que « toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets radioactifs, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau qui accompagne les déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau. Toute personne qui émet, reçoit ou complète l'original ou la copie d'un bordereau en conserve une copie pendant trois ans pour les collecteurs et les transporteurs, pendant cinq ans dans les autres cas » ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 20 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié susvisé dispose que « l'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. » ;

**CONSIDÉRANT** qu'en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement : « [...] en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. [...] », le préfet met en demeure l'exploitant de régulariser la situation constatée dans un délai précisé dans le présent arrêté ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite en date du 19 octobre 2021 et du contrôle documentaire effectué à son issue, l'inspecteur des installations classées a constaté les faits suivants :

- la mauvaise identification du producteur de déchets : le producteur de déchets identifié sur les bordereaux de suivi de déchets n'est pas l'exploitant du parc éolien ;
- le registre de suivi de déchets n'est pas correctement renseigné ;
- l'absence de justificatifs relatif à l'envoi de déchets dangereux vers des installations dûment autorisées à stocker et à traiter ces déchets ;

**CONSIDÉRANT** que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 12 et 20 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé et des articles R. 541-43 et R. 541-45 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que ces manquements présentent des enjeux pour la sécurité, la protection de la santé et de la salubrité publique et la préservation de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la SARL Ferme éolienne de Puech de l'Homme 1 de respecter les prescriptions des articles visés ci-dessus, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** le courrier du 15 décembre 2021 par lequel la SARL Ferme éolienne de Puech de l'Homme 2 – Groupe VALECO a été rendue destinataire du projet du présent arrêté et invitée à émettre des observations, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que les éléments de réponse de l'exploitant au courrier du 15 décembre 2021 ne sont pas suffisants pour garantir la sécurité, la protection de la santé et de la salubrité publique et la préservation de l'environnement ;

*Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Tarn ;*

## Arrête

### Titre I - Dispositions générales

#### Article 1- Mise en demeure

La SARL Ferme éolienne de Puech de l'Homme 2 – groupe VALECO exploitant le parc éolien de Puech de l'Homme 2 sur le territoire de la commune de Murat-sur-Vèbre et dont le siège social est situé 188 rue Maurice Béjart - 34080 Montpellier, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles suivants :

##### Dans un délai de trois mois :

- article R. 541-43 du code de l'environnement : en émettant tout bordereau de suivi des déchets correctement complété,
- article R. 541-43 du code de l'environnement : en fournissant le registre de suivi des déchets correctement complété et mis à jour,
- article 20 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 et article L. 541-2 du code de l'environnement : en justifiant que les déchets produits par le parc éolien transitent par un site de transit/regroupement dûment autorisé à les prendre en charge.

#### Article 2 - Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourrait être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

#### Article 3 - Publication et information des tiers

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Tarn pendant une durée minimale de deux mois.

#### Article 4 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le sous-préfet de Castres et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

#### Article 5 – Délais et voie de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, la cour d'appel de Toulouse, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

La cour administrative d'appel peut être saisie par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Fait à Albi, le 1<sup>er</sup> JUIN 2022

Pour le préfet, par délégation,  
Le sous-préfet de Castres,

François PROISY